

RENÉ COSTE *

UN DOCUMENT ORIGINAL DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS: POUR UNE PRATIQUE CHRÉTIENNE DE LA POLITIQUE

Pour expliciter pour des lecteurs non français le sens et la portée de la célèbre „déclaration” de l'épiscopat français intitulée *Pour une pratique chrétienne de la politique*¹, le plus opportun est de leur rappeler la si importante prise de position de Paul VI, dans les premières pages de sa lettre *Octogesima adveniens*: „Face à des situations aussi variées, il nous est difficile de prononcer une parole unique, comme de proposer une solution qui ait valeur universelle. Telle n'est pas notre ambition, ni même notre mission. Il revient aux communautés chrétiennes d'analyser avec objectivité la situation propre de leur pays, de l'éclairer par la lumière des paroles inaltérables de l'Évangile, de puiser des principes de réflexion, des normes de jugement et des directives d'action dans l'enseignement social de l'Église tel qu'il s'est élaboré au cours de l'histoire et notamment, en cette ère industrielle (n° 4) [...]”.

Tel est, en effet, exactement l'esprit dans lequel les évêques français ont réfléchi et ont parlé. Tout en s'inspirant d'une foi fondamentale au Dieu Vivant et à Jésus-Christ ressuscité, au sens définitif de l'histoire qui nous vient des promesses divines concernant l'Avenir absolu du Royaume de Dieu, ainsi que de critères éthiques communs à tous les chrétiens qui veulent être cohérents avec l'Évangile, en quelque point de l'espace ou du temps qu'ils se situent, ils ont voulu prendre la parole à *propos des problèmes français et pour les Français*. Il serait donc inexact de donner à leur „parole” une portée universelle et intemporelle. Les communautés chrétiennes des autres pays ont évidemment leur propre façon d'envisager leurs propres problèmes.

* Professeur Wydziałów Katolickich w Toulouse (France), professeur uniwersytetu w Lille, były profesor Katolickiego Uniwersytetu w Louvain (Belgia).

¹ On trouvera le texte complet dans: *Politique, Église et Foi*, (Lourdes 1972, Rapports et études présentés à l'Assemblée plénière de l'épiscopat français), Paris, Centurion, 1972, p. 75-110.

Nous-même, théologien français, en présentant ce document, nous n'oublierons jamais nos propres coordonnées historiques, qui sont identiques. Notre but ne sera pas tant de dégager tous les contours précis du texte — car ce serait impossible dans un espace limité — que de mettre en relief son message essentiel et d'exprimer notre propre position sur les problèmes qu'il aborde. Nous le ferons en dehors de toute érudition, en nous permettant de renvoyer nos lecteurs à ceux de nos ouvrages qui élaborent les principaux linéaments de notre propre démarche théologique². Notre étude s'articulera de la façon suivante: 1. Témoignage d'un expert; 2. Le pluralisme politique des chrétiens; 3. Conflits et luttes de classes; 4. Les Mouvements d'Action catholique et la politique; 5. Les évêques, les prêtres et la politique.

1. TEMOIGNAGE D'UN EXPERT

Le plan que nous venons d'indiquer pour la thématique que nous entendons exposer n'est pas exactement celui du document.

Celui-ci commence par un Préambule: *Politique, Eglise et Foi*. Nous y lisons notamment les phrases suivantes, qui indiquent bien le but visé par les évêques: „Les évêques ressentent le besoin d'interpeller les chrétiens au nom de Jésus-Christ, afin qu'au coeur du combat pour l'homme, dans la diversité de leurs enracinements et de leurs choix politiques, ils aient le désir et se donnent les moyens d'inventer une pratique chrétienne de la politique [...]”.

Ces réflexions d'ordre doctrinal et pastoral marquent une étape dans une recherche permanente à tous les niveaux et à poursuivre, notamment dans le dialogue oecuménique entre baptisés qui confessent la foi au Christ. Aussi bien, les laïcs et les religieux, hommes et femmes, comme les prêtres, y verront un instrument d'échange entre eux et avec leurs évêques”.

Viennent ensuite six parties, dont voici les titres exacts: 1. *Pluralisme inconfortable et nécessaire*; 2. *Les chrétiens, les conflits et les luttes de classes*; 3. *Les interventions collectives de chrétiens dans la politique*; 4. *Les évêques, les prêtres et la politique*; 5. *La communauté ecclésiale et la société politique*; 6. *Les chrétiens, la politique et l'avenir du monde*.

² Nous signalons particulièrement nos ouvrages suivants: *Morale internationale*, Paris-Tournai, Desclée, 1965; *Les communautés politiques*, Paris-Tournai, Desclée, 1967; *Evangile et politique*, Paris, Aubier, 1968; *Théologie de la liberté religieuse*, Gembloux, Duculot, 1969; *Les dimensions politiques de la foi*, Paris, Editions ouvrières, 1972; *La responsabilité politique de l'Eglise*, Paris, Editions ouvrières, 1973.

*

En ce qui concerne notre document, ainsi que la presse l'a maintes fois répété, c'est bien Mgr Matagrín, évêque de Grenoble, et, à cette époque, président de la Commission sociale de l'épiscopat français, qui a tenu le devant de la scène. C'est lui qui avait rédigé le *Rapport d'introduction* de quarante-trois pages, qui avait pour but de stimuler la réflexion de ses collègues de l'épiscopat avant même le début de l'Assemblée. C'est lui qui a présidé et animé les débats, avec brio ... et éventuellement, sans dédaigner un certain humour lyonnais. En réalité, si Mgr Matagrín a joué un rôle important, c'est comme animateur d'une oeuvre collective.

Cette oeuvre collective s'est édifíée d'abord au sein de la Commission sociale de l'épiscopat, qui avait été chargée de préparer les travaux de l'Assemblée. Des évêques et des experts (prêtres et laïcs) y colaborent étroitement depuis des années. C'est à partir de leurs discussions, des rapports annexes rédigés par les uns ou les autres, ainsi que de diverses contributions, que Mgr Matagrín a rédigé son *Rapport d'introduction*. Les „Propositions d'orientation pastorales" soumises à la discussion de l'Assemblée avaient été préparées collectivement par la Commission. Ce sont elles qui ont pris l'appellation définitive: *Pour une pratique chrétienne de la politique*.

L'oeuvre collective s'est ensuite étendue à l'Assemblée entière: interventions publiques, conversations privées, propositions d'amendements, réflexion et discussion, modifications éventuelles des textes. Chacun était écouté attentivement. Chacun recevait et donnait à la fois. C'est ce va-et-vient incessant où chacun participait activement à la recherche qui a caractérisé les journées que nous avons vécues à Lourdes.

Si nous insistons sur cette caractéristique d'oeuvre collective, c'est que la plupart des lecteurs ne s'en sont pas rendu compte par eux-mêmes. „Ce texte est difficile à lire, nous a-t-on fréquemment objecté. Il ne peut guère atteindre le grand public. On lit plus facilement l'encyclique *Populorum progressio* ou la *Lettre de Paul VI au cardinal Roy*. Pourquoi à Lourdes n'a-t-on pas fait de même?" Nous reconnaissons la portée de l'objection. Elle est juste. Il aurait effectivement été souhaitable de confier ce texte à quelqu'un doué grand talent littéraire pour qu'il le réécrive entièrement en vue du grand public, ... qui était réellement visé. Seulement, il aurait fallu que l'Assemblée plénière durât au moins quinze jour de plus: afin de lui laisser le temps de travailler dans le calme et de pouvoir ensuite elle-même réviser le

nouveau texte. Malheureusement, ce n'était pas possible.

Faut-il le regretter? Sans doute. Mais il ne faut pas non plus oublier que ce qui fait le grand mérite de ce texte — son incontestable richesse —, c'est qu'il est précisément une oeuvre collective: que, dans son ensemble, il représente une prise de position globale de tout l'épiscopat français, proposée comme *document de travail* à la réflexion de tous les catholiques et de tous les Français qui voudront bien en bénéficier.

*

La phrase-clef du texte entier n'en serait-elle pas la dernière? La voici: „Comment ne pas lire cette évolution comme une interpellation de notre Dieu qui, au commencement, a confié la terre à nous tous, les hommes, pour que nous nous efforcions, sa grâce aidant, d'en faire un lieu de justice et de fraternité?" C'est parce que cette interpellation a été rédigée par les rédacteurs que le document entier a été pensé et écrit tel qu'il est maintenant. Cette phrase qui est la dernière dans le texte est donc, en réalité, la première, puisque c'est la conviction qu'elle exprime qui a tout inspiré. Il en est ainsi, bien que ce soit peut-être seulement après coup que ses rédacteurs ont été capables de la percevoir eux-mêmes avec une pleine netteté.

Pour que les lecteurs parviennent à la même perception, il faut qu'ils aient lu et médité attentivement le texte entier. Pour eux donc, cette phrase ne pouvait venir qu'en dernier lieu. Mais alors, pour eux comme pour les rédacteurs, s'ils partagent leur foi, elle deviendra la première. A leur tour, ils se rendront profondément attentifs à cette „interpellation de notre Dieu”.

Une fois qu'on s'est situé sur ce point de départ réel de la perspective, on peut aborder et recevoir en soi comme un choc révélateur les deux premières phrases: „Créé à l'image de Dieu, le plus petit d'entre les hommes est appelé à se réaliser et à s'accomplir en participant à la marche de l'humanité. Nulle chrétienne, nul chrétien ne peut être tranquille tant qu'un seul de ses frères est, quelque part, victime de l'injustice, de l'oppression ou dégradé”. Un livre entier pourrait être écrit seulement sur ces deux phrases.

Quand on a le *sens de Dieu*, comment ne pas percevoir avec une reconnaissance sans bornes que ce qui constitue la plus grande dignité de l'homme, c'est qu'il a été créé „à son image”, comme nous l'apprennent les premières pages de la *Bible*? N'est-ce pas cela que les hommes ont le plus besoin de découvrir sur leur propre compte? Quoiqu'on en dise trop souvent et inconsidérément, le monde contemporain n'est pas un monde sans Dieu. Il est, au contraire, affamé de lui, bien plus qu'on

ne le croit. Malheureusement, comme le demandait notre ami Joseph Folliet, dans son dernier écrit: „[...] parmi les chrétiens et les prêtres d'aujourd'hui, combien seraient capables de montrer aux chercheurs angoissés le chemin qui mène à la rencontre avec l'Absolu?"

Parler des victimes de l'injustice et de l'oppression, c'est, en positif, parler de la *promotion de la justice et de la libération socio-politique*. Comment les chrétiens, motivés par l'amour évangélique, qui est une exigence radicale de justice, ne seraient-ils pas à l'avant-garde du combat pour la justice? La prise de conscience de leurs déficiences à ce sujet devrait avoir sur eux un effet stimulateur.

L'appel à *l'espérance* chrétienne se situe également dans la trame du document entier. Dans toutes les Eglises, les chrétiens contemporains redécouvrent le formidable dynamisme de l'espérance fondée sur la foi en la Résurrection de Jésus-Christ et sur ses promesses concernant l'Avenir absolu de l'humanité s'accomplissant au stade définitif du Royaume de Dieu. Cette redécouverte est l'un des signes les plus marquants de l'action de l'Esprit-Saint à notre époque.

De même, la place de *l'Eucharistie* est centrale dans le document, comme elle doit l'être dans la vie de l'Eglise et de tout chrétien. Il s'agit de la découvrir et de la vivre comme dynamisation de l'engagement créateur et désintéressé au service du prochain et comme puissance de réconciliation par-delà tous les affrontements.

2. LE PLURALISME POLITIQUE DES CHRETIENS

Les catholiques français couvrent aujourd'hui tout l'éventail de l'échiquier politique. Est-ce un bien? Est-ce un mal? Pour le moment, contentons-nous de remarquer que c'est *un fait* et de souligner que c'est un fait nouveau même par rapport au passé récent.

Dans leur grande majorité, les chrétiens contemporains sont d'accord sur le principe du pluralisme politique et, dans les pays où existent différents partis, on les rencontre dans la plupart, sinon dans tous, quoique dans des proportions très variables. L'adment-ils toujours réellement? Il n'est pas rare que leur hostilité politique se transforme en hostilité privée: en haine, en mensonges, en coups bas, en jugements catégoriques qui ne voient que du mal dans l'adversaire.

Il existe, cependant, une minorité de chrétiens qui contestent la légitimité du pluralisme politique. C'est ainsi qu'un groupe de prêtres espagnols déclarait récemment: „L'amour des hommes, qu'il rende plus proches les uns des autres, n'autorise pas une pluralité d'options politiques".

Depuis Léon XIII, la papauté et l'épiscopat sont unanimes à préconiser le principe du pluralisme politique. Pourquoi une telle unanimité?

C'est sans doute pour éviter des blocages politico-religieux entre l'Eglise et tel parti politique ou tel gouvernement en place. L'histoire en démontre suffisamment les inconvénients. C'est aussi pour éviter des tensions insurmontables entre chrétiens.

Mais il y a une raison plus fondamentale: c'est que l'Evangile, que les chrétiens doivent s'efforcer de vivre dans leur engagement politique, est un *esprit confié à leur responsabilité* et non un ensemble de recettes toutes faites qu'il suffirait d'appliquer mécaniquement. Quand on croit en Jésus-Christ et qu'on a pénétré au coeur de son message, on s'efforce d'imprégner toutes ses activités de la charité évangélique, qui est une exigence radicale de justice, et on tâche de le faire *avec le maximum d'efficacité*: c'est-à-dire en mettant tout en oeuvre pour rendre à notre prochain les services réels dont il a besoin. Chacun est appelé à faire preuve de créativité et c'est ce qui peut faire naître des divergences. Souvent, il y a le choix entre plusieurs moyens pour parvenir au même but.

L'extrême complexité des problèmes qui se posent en politique ne peut pas ne pas appeler une large diversité de vues. On peut être d'accord sur certaines grandes options de civilisation — par exemple, sur la visée d'un partage équitable des ressources entre tous — et diverger légitimement sur les objectifs et les moyens qui les concrétiseront. On peut, certes, le regretter, mais les hommes doivent apprendre à reconnaître que chacun est limité dans son intelligence et ses compétences et que le point de vue de l'autre peut avoir sa valeur, peut-être même supérieure au nôtre. En politique, pas plus que dans les autres secteurs de l'activité humaine, personne n'est détenteur de la vérité totale. Le pluralisme est une garantie, pourvu qu'il ne tombe pas dans la paralysie réciproque ou l'anarchie.

En résulte-t-il que n'importe quelle option politique est conciliable avec l'esprit de l'Evangile?

Allons-nous donc trouver en lui une justification de la dictature et du totalitarisme? Allons-nous l'appeler à la rescousse de la violation des droits de l'homme, du génocide, du racisme, de l'exploitation d'une couche de la population, du pillage du tiers monde, de la guerre d'agression, etc.? Il suffit de poser de telles questions pour en faire éclater l'absurdité. Le drame fondamental est précisément qu'elles n'aient pas été posées à temps. Si la masse des chrétiens allemands, par exemple, avait vraiment réfléchi sur le problème des Juifs, le génocide perpétré par les nazis aurait-il jamais été possible? Si la masse des chrétiens français prenait au sérieux l'exigence évangélique de la visée du partage

des ressources entre tous, leur pays n'aurait-il pas déjà réalisé une politique économique et sociale plus juste et plus dynamique et ne contribuerait-il pas plus efficacement à la promotion du tiers monde?

Si les chrétiens étaient vraiment à l'écoute de l'Évangile et s'ils faisaient l'apprentissage d'analyses politiques sérieuses, dans le même pays et à la même époque, ils convergeraient sur un certain nombre d'objectifs politiques fondamentaux.

Ce qui importe, c'est que les chrétiens apprennent à assumer toutes leurs responsabilités humaines à la lumière de l'Évangile et qu'ils vivent l'Eucharistie comme le sacrement qui rend possible des rapports fraternels entre tous, même avec ceux qui se comportent comme nos ennemis.

Ce qui importe aussi, c'est qu'ils acceptent de réfléchir ensemble sur leurs engagements humains, même s'ils sont divergents, et de se remettre fraternellement en question les uns les autres, à partir de leur foi commune en Jésus-Christ. Une telle tentative n'est évidemment possible qu'entre volontaires. Elle peut se révéler remarquablement bénéfique.

3. CONFLITS ET LUTTES DE CLASSES

La lutte des classes: pour les uns, une expression qui fait peur et provoque l'horreur; pour les autres, une expression qui attire et qui semble contenir la clef de tous les problèmes de l'humanité. Il y a ainsi des mots qui suscitent de véritables passions et qui, comme celles-ci, aveuglent ceux qui en sont les victimes. Comment un dialogue serait-il encore possible entre ceux qui ne partagent pas les mêmes points de vue?

Essayons d'y réfléchir sereinement.

Pour beaucoup, la lutte des classes est une invention de Karl Marx: de là à dire que, s'il n'avait pas existé, elle n'existerait pas non plus, il n'y a qu'un pas, vite franchi. Pour d'autres, c'est à lui qu'on doit d'avoir enfin compris ce qui se passait dans la réalité et de disposer d'une stratégie permettant de parvenir sûrement à une société sans classes, juste et fraternelle.

En réalité, ce n'est pas lui qui a découvert le concept de classe sociale, ni celui de lutte des classes. D'autres l'avaient fait avant lui. Qu'on l'approuve ou qu'on le désapprouve, son apport est, cependant, considérable, et a déjà marqué profondément l'histoire. Il l'a lui-même précisé, dans sa lettre célèbre du 5 mars 1852 à Joseph Weydemeyer, que nous nous permettrons de citer, bien qu'elle soit très connue, afin de la mettre en relation directe avec le texte que nous étudions: „En ce

qui me concerne, y a-t-il écrit, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes, et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Mon originalité a consisté: 1. à démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production; 2. que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat; 3. que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes" ³.

Ce texte de Karl Marx appellerait un long commentaire. Retenons que: pour lui, l'histoire de l'humanité a été jusqu'ici l'histoire de la lutte des classes, depuis l'instauration de la propriété privée; la société industrielle est caractérisée par un affrontement essentiel et sans merci entre deux classes principales (la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat industriel ou classe ouvrière); le prolétariat réussira à déclencher une révolution radicale et victorieuse, qui supprimera définitivement la propriété privée des moyens de production et dont l'aboutissement sera, espérait-il, l'établissement d'une société sans classes, après une phase provisoire de dictature du prolétariat.

En abordant le thème de la lutte des classes, le but de l'épiscopat français n'était certainement pas d'accepter telle qu'elle la théorie marxiste, ni même de sa prononcer directement sur toutes ses composantes. Sa démarche intellectuelle était indépendante.

On peut avoir des vues divergentes sur les caractéristiques et les limites exactes des classes sociales. Où situer les „cols blancs", les „vedettes", les cadres, les intellectuels, etc.? Toujours est-il que les classes sont des réalités vivantes.

De même *l'affrontement des classes*. Dans le monde capitaliste, les classes possédantes, consciemment ou non, s'efforcent de maintenir leurs avantages. Elles trouvent naturels des écarts considérables de revenus, la difficulté d'accès des fils d'ouvriers ou de paysans aux niveaux moyens et supérieurs de l'enseignement, la transmission héréditaire indéfinie de fortunes colossales, etc. Les travailleurs s'estiment à juste titre lésés et ils combattent pour leur promotion.

A la lumière de sa foi, le chrétien se montrera capable de réfléchir sereinement sur les faits. Il manifestera sa volonté de promouvoir la justice dans le monde en s'y engageant activement. Il ne refusera pas nécessairement les conflits (politiques, économiques, sociaux ou cultu-

³ Marx—Engels, *Correspondance*, t. III, Paris, Editions sociales, 1972, p. 79.

rels). Leur éclatement peut être éventuellement indispensable à la promotion effective de la justice.

Ce qui importe, c'est de les assumer avec des *moyens de justice et de vérité*. C'est de voir dans nos adversaires des hommes comme nous, „à l'image de Dieu", appelés comme nous à participer à la vie divine. Ce qui importe, c'est aussi, à travers le combat pour la justice, de souhaiter et de rechercher la *réconciliation future*.

Les affrontements sont encore plus douloureux, quand ce sont des chrétiens qui, de part et d'autre, se combattent, tout en se sachant chrétiens les uns et les autres. Peut-être même participent-ils à la même célébration eucharistique.

Vont-ils refuser cette participation commune? les uns vont-ils quitter l'assemblée, lorsqu'ils constateront que les autres sont déjà là?

Puissent-ils éviter de comporter ainsi! Chacun acceptera de se laisser remettre personnellement en cause par l'amour infini de Jésus-Christ, par l'exemple de sa vie et la vérité de son message. En ce moment, au lieu de juger son adversaire, il se laissera juger lui-même par l'Évangile.

Chacun aussi acceptera de reconnaître son frère en l'autre, malgré leurs divergences, malgré les reproches fondés qu'il estime devoir formuler et le rude combat qu'il pense devoir mener contre lui.

4. LES MOUVEMENTS D'ACTION CATHOLIQUE ET LA POLITIQUE

C'est dans la troisième partie de son document que l'épiscopat français parle des Mouvements d'Action catholique. D'assez nombreux lecteurs ont été déçus de ce qu'ils lisaient à leur sujet. Les rédacteurs ne sont pas davantage satisfaits de ce qu'ils ont écrit. S'ils n'ont pas pu parvenir à une prise de position plus lumineuse, c'est que l'épiscopat français n'a pas encore eu le temps d'examiner à fond — en dialogue avec lesdits Mouvements, ainsi qu'avec tous les prêtres et les chrétiens qui le désirent — la nouvelle problématique qui résulte pour eux de l'impressionnante mutation de l'Église et du monde accomplie au cours dernières années et de *redéfinir leur mission* par rapport à elle. C'est là une entreprise qui nécessite une longue recherche collective et donc beaucoup de patience. Vouloir être trop pressé, ce serait s'exposer à de graves et douloureux échecs.

Le théologien, lui, peut, par contre, s'exprimer sans crainte de gêner la nécessaire maturation. Sa prise de parole, même quand elle paraît tranchée, n'a d'autre effet que de stimuler le recherche. Tel est le but des lignes qui suivent.

Avant de préciser comment un Mouvement d'Action catholique peut

être amené à se situer par rapport à la politique, il faut effectivement essayer de définir ce qu'est sa mission spécifique dans l'Eglise et dans le monde.

A partir des travaux de Vatican II et de la réflexion sur une expérience historique de plusieurs dizaines d'années, il nous semble que nous pouvons proposer comme essai de définition le *faisceau des trois critères suivants*:

1. *Un groupement de chrétiens voulant assumer ensemble et en se dotant de structures appropriées leurs responsabilités de citoyens actifs dans l'Eglise.* Quoique composée de laïcs et même sans aucun mandat de l'épiscopat, les Mouvements d'Action catholique doivent être considérés comme des *organismes de l'Eglise*: dus à cette créativité qui, par la volonté de Jésus-Christ, appartient à tous les membres de l'Eglise en vue sa vitalisation et de l'évangélisation du monde.

2. *Participation à la mission de coopérer avec lui au salut de l'humanité que Jésus-Christ a confiée à l'Eglise.* Les Mouvements d'Action catholique n'ont d'autre mission que celle de l'Eglise elle-même. Leur particularité consiste à l'assumer à partir de la vocation propre des laïcs, qui, comme l'a expliqué Vatican II, est de „chercher le règne de Dieu à travers la gérance des choses temporelles qu'ils ordonnent selon Dieu”.⁴ Leur but essentiel doit être de rassembler les hommes en Jésus-Christ, de témoigner collectivement de leur foi en lui, notamment dans le milieu social et la profession, et d'aider leurs membres à vivre l'esprit de l'Evangile dans les dimensions de leur existence.

3. *„Communion” avec l'épiscopat et notamment avec l'évêque diocésain, garant de l'unité dynamique de l'Eglise locale.* Habituellement, on parle de „collaboration” à l'apostolat hiérarchique. Nous estimons que cette caractéristique, quelque importante et indispensable qu'elle soit, ne vient qu'en second lieu. *L'apostolat des laïcs doit être défini comme leur apostolat propre*, accompli sous leur propre responsabilité et non pas, d'abord, comme une collaboration à l'apostolat hiérarchique. C'est pour cette raison que nous avons préféré reprendre la très ancienne notion théologique de *communio*, qui signifiait l'union profonde de foi, d'espérance et de charité entre les Eglises locales. Dans l'utilisation que nous en faisons ici, elle a l'avantage d'exprimer nettement l'initiative et la responsabilité qui incombent aux Mouvements d'Action catholique, tout en impliquant le droit et le devoir d'initiative et de contrôle de l'épiscopat à leur égard.

Ajoutons seulement que la *véritable base théologique* des Mouvements d'Action catholique réside à la fois dans les sacrements de

⁴ Constitution „*Lumen gentium*”, n° 31.

baptême et de confirmation, dans la dynamique de la foi, de l'espérance et de la charité, que tous les chrétiens sont appelés à vivre, ainsi que dans la théologie paulinienne des „charismes" accordés à chacun.

Dans la mesure où les Mouvements d'Action catholique seront vivants et dynamiques, dans la mesure où ils auront le souci de témoigner de leur foi en Jésus-Christ dans toutes les dimensions de l'existence, dans la mesure où ils prendront collectivement position en paroles et en actes à la lumière de cette foi, ils auront un *impact politique*. Ils doivent, cependant, *éviter d'être* — ou même seulement de paraître — des *partis politiques*, car ce n'est pas là leur mission. S'ils se transformaient en mouvements politisés, ou bien ils oublieraient le témoignage primordial de la foi, ou bien ils réaliseraient un blocage politico-religieux tout aussi dangereux dans le présent que dans le passé. Actuellement, ce double danger existe. Il est capital de le percevoir avec acuité.

Comment, pour un Mouvement d'Action catholique, être fortement présent au monde sans devenir un mouvement politique? Il n'est pas possible de proposer des critères absolus, qu'il suffirait d'appliquer mécaniquement. A notre avis, la solution juste pourra être inventée chaque fois, si on a toujours présent à l'esprit le faisceau des trois critères que nous avons rassemblés pour tenter une définition. Il faut de la lucidité à la fois sur le plan de la mission de l'Eglise et sur celui de la politique. Il faut tout autant le sens du dialogue entre les Mouvements et entre ceux-ci et l'épiscopat. Il faut enfin le sens de la créativité.

C'est par un tel effort de lucidité, de dialogue et de créativité qu'on opérera l'indispensable vitalisation — ou revitalisation — des Mouvements d'Action catholique: l'un des instruments les plus remarquables de la dynamisation de l'Eglise, s'ils se situent exactement dans la perspective de leur véritable mission.

5. LES EVEQUES, LES PRETRES ET LA POLITIQUE

Voici les premières lignes de la section consacrée aux évêques et aux prêtres:

„Hommes parmi les hommes, ils sont des citoyens. Ils ont droit d'avoir leurs propres opinions en matière politique et le devoir de s'informer, ne serait-ce que pour voter en connaissance de cause.

Chrétiens parmi les chrétiens, ils ont à se conformer à Jésus-Christ dans le domaine politique comme dans tous les autres.

Ministres de Jésus-Christ, ils ont dans la logique même de leur ministère, à aider les membres du peuple chrétien à être fidèles à l'Evangile dans les conduites humaines, y compris politiques et, selon une

démarche inverse, ils ont à se demander comment les divers problèmes politiques appellent un éclairage de foi".

Ces lignes sont à méditer.

Il n'y a qu'une façon correcte d'envisager ce que doit être le comportement des évêques et des prêtres dans le domaine politique, c'est d'y réfléchir à partir de la mission qui est la leur dans l'Eglise et dans le monde.

Cette mission elle-même ne peut être comprise et précisée qu'à la lumière de la foi. Il n'est pas rare d'entendre dire qu'on ne sait plus trop bien ce qu'elle est, qu'en tout cas il n'est pas possible de prévoir ce que sera le visage du prêtre dans dix, dans vingt ans. Quand ce sont des prêtres qui s'expriment ainsi, on se demande comment ils peuvent se trouver dans une pareille incertitude. Que le prêtre de 1980 n'ait pas exactement l'allure de ses prédécesseurs au cours de siècles, cela va de soi. Mais sa mission sera fondamentalement la même, avec les trois aspects essentiels précisés par Vatican II: ministère de la Parole de Dieu, ministère des sacrements, responsabilité pastorale des communautés chrétiennes.

Que l'Eglise doive faire preuve de créativité à propos du ministère sacerdotal comme de tous les autres aspects de sa vie, c'est entendu. Et il faut même l'exprimer avec force. Mais il faut bien se convaincre que cette créativité ne sera authentique que si elle est pleinement fidèle à Jésus-Christ. La créativité de l'Eglise ne peut être, en effet, qu'une créativité dans l'Esprit-Saint.

Evêques et prêtres ne peuvent être les évêques et les prêtres authentiques de l'Eglise de Jésus-Christ que s'ils sont des *prêtres à la manière des Apôtres*, suivant le titre suggestif d'un livre du Père Manaranche.

Continueurs de la fonction pastorale de ces derniers, qui se sont voulus eux-mêmes les disciples et les continueurs fidèles de Jésus-Christ, ne doivent-ils pas, comme eux, se référer constamment à son exemple? N'a-t-il pas estimé, en dépit de sa solidarité profonde avec son peuple humilié et dominé par une puissance étrangère, que sa mission personnelle était de lui apporter — ainsi qu'au monde entier — le *salut* et non pas la libération socio-politique? La mission qu'il a confiée à l'Eglise et spécialement aux Apôtres — et à leurs continueurs — n'est-elle pas justement la coopération à sa mission de salut?

Il ne s'agit pas pour les évêques et les prêtres de se désintéresser de la politique, mais de s'y situer — là comme ailleurs — dans le *cadre de leur mission pastorale*. C'est-à-dire concrètement: 1. Avec le souci d'aider les hommes leurs frères à assumer leurs responsabilités politiques — comme les autres — dans l'esprit de l'Evangile; 2. Avec un comportement de service désintéressé du prochain, en s'efforçant, par la

parole et par l'action, sans rechercher aucun accaparement du pouvoir, de promouvoir la fraternité, la justice et la réconciliation entre les hommes, suivant l'exemple d'une vie évangélique, attentive à toutes les détresses et qui se doit d'être, toujours et partout, le signe du Dieu qui est Amour.

Faut-il donc refuser nécessairement aux prêtres le droit de s'engager comme militants dans un parti politique ou d'exercer des charges politiques? Avec le synode épiscopal 1971 et l'Assemblée plénière de l'épiscopat français, nous ne le pensons pas, car les prêtres restent solidaires des hommes leurs frères et il peut se présenter des cas où ceux-ci aient vraiment besoin qu'un service de ce genre leur soit rendu par eux. Mais nous estimons qu'en principe ces cas doivent *demeurer exceptionnels*, dans la société actuelle. Car les membres du clergé ont une autre mission à remplir — dont la foi nous fait percevoir l'importance décisive pour l'humanité — et à laquelle, comme Jésus-Christ, ils doivent se consacrer *entièrement*.

L'exercice des charges syndicales pose généralement moins de problèmes, du moins dans le cadre du sous-prolétariat, car elles représentent un service plus qu'un pouvoir.

Quel est le genre d'évêques et de prêtres dont on a besoin dans le monde d'aujourd'hui? Écoutons un permanent national de l'Action catholique ouvrière:

„Nous avons besoin de prêtres transparents de Jésus-Christ, transparents d'un amour profond du peuple, des plus exploités: amour lucide, exigeant, qui remet des hommes debout.

Nous avons besoin de prêtres pleinement hommes, virils, épanouis dans leur sacerdoce, épanouis, non pas parce que c'est facile ou parce qu'ils sont protégés, mais parce qu'ils assument des choix adultes, des choix à toujours renouveler dans les difficultés comme dans les moments plus heureux.

Nous avons besoin de prêtres fidèles, mais fidèles à la façon, dont je crois, nous traduisons ce terme en classe ouvrière, c'est-à-dire qui ont la foi, qui croient en ce qu'ils font, qui y consacrent leur vie à travers vents et marées.

Telle est aussi la conviction du prêtre théologien qui a écrit cet article. De toute part, de tous les milieux sociaux, il entend des requêtes identiques. C'est pour cela qu'il est heureux d'être prêtre et qu'il ne s'en cache pas.

*

Voilà les thèmes sur lesquels des lecteurs non français peuvent être le plus intéressés à connaître les prises de position de l'épiscopat fran-

çais, même si le théologien qui les a présentés a voulu faire oeuvre personnelle en présentant sa propre interprétation.

Nous tenons également à souligner la constante modernité du document: dans ses propos et dans son style. Les hommes de notre temps s'y reconnaîtront, même s'ils ne partagent pas la foi chrétienne. C'est à nos yeux une qualité indispensable pour que le langage de l'Eglise puisse atteindre la visée qui doit être la sienne: le témoignage le plus rayonnant possible de la foi en Jésus-Christ.

Le document a effectivement soulevé un vif intérêt, même si trop peu l'ont lu intégralement. La télévision et la presse écrite y ont fait largement écho. L'accueil réservé par les milieux politiques a été dans l'ensemble largement favorable. Il a certainement contribué à mieux faire comprendre à la fois l'orientation et le sérieux de l'évolution de l'Eglise.

Au moment où nous écrivons, l'épiscopat français est engagé sur une nouvelle piste de recherche: *Libération des hommes et salut en Jésus-Christ*. Voilà bien une question fondamentale pour les chrétiens de notre temps et pour laquelle il est essentiel qu'ils évitent l'ambiguïté.

PODSTAWOWY DOKUMENT EPISKOPATU FRANCUSKIEGO: O PRAKTYKOWANIE ZASAD CHRZEŚCIJAŃSKICH W POLITYCE

Aby wytłumaczyć czytelnikowi niefrancuskiemu sens i znaczenie słynnej deklaracji episkopatu francuskiego, zatytułowanej *O praktykowanie zasad chrześcijańskich w polityce*, można przytoczyć słowa Pawła VI z encykliki *Octogesima adveniensi*: „Postawieni wobec różnych sytuacji, trudno jest Nam dać jedno rozwiązanie, jako rozwiązanie mające wartość uniwersalną. Nie jest to Naszą ambicją ani zadaniem. Wspólnocie chrześcijańskiej pozostawia się analizę obiektywnej sytuacji w ich krajach, wyjaśnianie ich w świetle niezmiennych słów Ewangelii, ustalenie zasad refleksji, norm sądenia i wskazówek do działania [...]”. W tym też duchu biskupi francuscy mówili na tematy dotyczące problemów francuskich i Francuzów. Wspólnoty chrześcijańskie w innych krajach mają oczywiście inne problemy. Pracę niniejszą można podzielić na pięć części.

1. OPINIA EKSPERTA

Dokument episkopatu francuskiego ma stanowić instrument dialogu między episkopatem, księżmi i świeckimi, niezależnie od tego, czy są to mężczyźni, czy kobiety. W stworzeniu tego dokumentu dużą rolę odegrał biskup Grenoble Matagrín, ówczesny przewodniczący komisji społecznej episkopatu. On to przewodniczył i ożywił debaty, działał z werwą..., a nieraz nie gardził humorem lionńskim.

Tekst listu jest trudny i dlatego byłoby rzeczą pożądaną powierzyć ten tekst osobie o wielkim talencie literackim, która by napisała go na nowo, na użytek szerszej publiczności, co byłoby rzeczą do zrobienia. Mimo to list stanowi wielkie osiągnięcie, reprezentuje bowiem ogólne stanowisko episkopatu francuskiego.

Zdaniem kluczowym tekstu jest zdanie ostatnie: „Czy tej ewolucji nie można odczytać jako wyjaśnienia naszego Boga, który na początku powierzył ziemię nam wszystkim ludziom, abyśmy się starali, za pomocą Jego łaski, o tworzenie miejsca dla sprawiedliwości i braterstwa?” Inne ważne zdanie z tego tekstu: „Żadna chrześcijanka, żaden chrześcijanin nie może być spokojny, gdy ich bracia, w jakiegokolwiek części świata, są ofiarami niesprawiedliwości, ucisku, poniżenia czy niszczenia”. Całą książkę można napisać na temat tych zdań.

Mówienie o ofiarach niesprawiedliwości i wyzysku w sposób pozytywny to mówienie o realizowaniu sprawiedliwości i wyzwoleniu społeczno-politycznym. Dla czego chrześcijanie, którzy kierują się motywem miłości ewangelicznej, będącej bezwzględny wymogiem sprawiedliwości, nie powinni być właśnie w awangardzie walki o sprawiedliwość?

2. PLURALIZM POLITYCZNY CHRZEŚCIJAN

Katolicy francuscy pokrywają dzisiaj wszystkie pola szachownicy politycznej. Czy to jest dobrze, czy źle? Można stwierdzić, że jest to nowe zjawisko w porównaniu do niedawnej przeszłości. W olbrzymiej większości katolicy są zgodni co do słuszności zasady pluralizmu politycznego. Nie jest jednak rzadkością, że ich wrogość polityczna przekształca się we wrogość prywatną, w nienawiść, oszczerstwa, w zwalczanie się, w osądzanie przeciwnika tylko w kategoriach zła.

Pluralizm polityczny wynika z tego, że Ewangelia domaga się ducha odpowiedzialności, a nie daje zbioru recept, które można stosować mechanicznie. Ponadto przywiązanie się do jednego nurtu politycznego może mieć ujemne następstwa dla Kościoła, jak to wskazuje przeszłość. Wreszcie złożoność problemów w polityce nie może nie wywołać różnorodności punktów widzenia. Można zgadzać się co do pewnych osiągnięć cywilizacji, jak np. co do sprawiedliwego podziału dóbr między wszystkich, a różnić się zasadniczo w doborze środków konkretyzujących ten cel. Pluralizm jest tu gwarantem, że społeczeństwo nie zostanie sparaliżowane w myśleniu i działaniu lub że nie popadnie w anarchię.

Czy potrafimy znaleźć uzasadnienie istnienia dyktatury lub totalitaryzmu? Czy możemy uzasadnić pogwałcenie praw człowieka, ludobójstwo, rasizm, wyzysk jakiejś klasy społecznej, napad na drugie państwo? Wystarczy postawić te pytania, aby wykażać ich absurd. Podstawowym dramatem naszych czasów jest to, że pytania te nie zostały postawione w odpowiednim momencie.

Jest rzeczą ważną, że chrześcijanie zaczynają brać na siebie tę odpowiedzialność i traktują się wzajemnie po bratersku jak ludzie dobrej woli.

3. KONFLIKTY I WALKI KLAS

Walka klas u jednych wywołuje zgorzniecie, a u drugich stanowi klucz do rozwiązania problemów ludzkości.

Problem klas zawiera w sobie wiele pytań, np. gdzie umieścić „białe kołnierzyki” (urzędników), „gwiazdy”, kadry techniczne, intelektualistów itd. W każdym razie klasy są istniejącą rzeczywistością. W kapitalizmie klasy posiadające starają się utrzymać swoje korzyści.

Chrześcijanin nie przeczy, że istnieją konflikty (polityczne, ekonomiczną, społeczne czy kulturowe). Ich działanie może okazać się konieczne dla skutecznej realizacji sprawiedliwości. Ważne jest to, aby przyjąć zasadę sprawiedliwości i prawdy, to znaczy, aby w naszych przeciwnikach widzieć takich samych ludzi. Każdy powinien zaakceptować brata w swym bliźnim, mimo dzielących ich różnic, mimo pretensji i walki.

4. RUCH KATOLICKI A POLITYKA

Tego problemu episkopat nie przeanalizował dogłębnie. Celem akcji katolickiej jest „szukanie Królestwa Bożego poprzez rzeczy przemijające” zgodnie z zaleceniem Boga. Ruch ten nie powinien jednak stać się blokiem politycznym.

5. BISKUPI, KSIĘŻA A POLITYKA

List episkopatu mówi także o biskupach i księżach: „Ludzie wśród ludzi, są oni także obywatelami. Mają prawo posiadać swój pogląd w sprawach politycznych i winni się wzajemnie informować, aby się móc wypowiadać ze znajomością rzeczy”. Powinni interesować się polityką, ale umieszczać ją w ramach swojej misji pastoralnej, to znaczy winni bezinteresownie służyć bliźniemu bez szukania okazji do zagarnięcia władzy dla siebie, winni szerzyć braterstwo, sprawiedliwość i pogodzenie się ludzi i uważać, że czynienie tego jest znakiem Boga, który jest Miłością.

Opracował Ł. Czuma